



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI « PAFEN »

Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
SUR FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987

TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR EFFECTUER LA REINGENIERIE DES PROCESSUS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (RH) DE L'ETAT ET D'UN DAO EN VUE DE LA MISE NE ŒUVRE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DESDITS RH



PAFEN: Boulevard NDADAYE Melchior,
Immeuble L'Orée du Golf, 4è Etage

info@pafen.gov.bi

PafenBurundi

@PafenBurundi

www.pafen.gov.bi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR EFFECTUER LA REINGENIERIE DES
PROCESSUS DE GESTION DES RH DE L'ETAT ET D'UN DAO EN VUE DE LA MISE NE
ŒUVRE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DESDITS RH

MINISTÈRE	<i>Ministère des Finances du Budget et de l'Economie Numérique</i>
PROJET	<i>PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</i>
ACTIVITÉ 2.4.6.11	Recrutement d'un consultant pour élaborer la réingénierie des processus de gestion des RH de l'Etat et d'un DAO en vue de la mise en œuvre d'un système intégré de gestion desdits RH
BÉNÉFICIAIRE	<i>Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale</i>



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a obtenu un don de la Banque mondiale d'un montant total de 92 millions de dollars américains, y compris le financement additionnel pour la modernisation de la gestion des finances publiques (GFP), pour financer le « Projet d'Appui aux Fondations de l'Économie Numérique » (PAFEN). Il est prévu qu'une partie des ressources soit utilisée pour financer le recrutement d'un consultant international pour l'élaboration d'une cartographie des principaux processus de gestion des ressources humaines, des spécifications techniques et d'un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour la mise en place d'une solution de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique burundaise.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. Description du Projet PAFEN

L'objectif du Projet est d'augmenter l'accès à l'internet à haut débit, particulièrement pour les populations mal desservies, et d'améliorer la capacité du Gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique ; ce qui contribuera à jeter les bases d'un développement accéléré de l'économie numérique du Burundi.

Les Composantes du Projet

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

Composante 1 : Accès et inclusion numériques

- Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès numérique
- Sous -composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
- Sous -composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique

Composante 2 : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques

- Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- Sous -composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées
- Sous -composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares
- Sous -composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de Gestion des Finances Publiques

Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet.

Composante 4 : Composante de réponse d'urgence (CERC).

Parmi ses activités, le Projet cherchera à créer un gouvernement numériquement actif en finançant des facilitateurs numériques transversaux qui peuvent stimuler la capacité de prestation de services publics numériques par le biais de cadres de gouvernance partagés, d'une infrastructure numérique économe en énergie et résiliente, et de plates-formes publiques numériques, et ainsi soutenir l'augmentation progressive des services électroniques transactionnels et une plus grande utilisation des technologies numériques par le gouvernement.

Au niveau de la Composante 2 « **Facilitateurs de la prestation de services publics numériques** » qui financera les fondations transversales du gouvernement numérique qui peuvent renforcer la capacité de prestation de services publics numériques sécurisés et l'utilisation des outils et systèmes numériques par l'administration publique du Burundi.

La Sous-composante 2.4 « **Modernisation des principaux processus de GFP** » dédiée à l'amélioration de l'efficacité et la transparence des domaines clés de la GFP, grâce à la réingénierie des processus soutenue par les technologies numériques, fournira un mécanisme d'assistance technique pour les principales priorités du gouvernement et renforcera l'UGP PAFEN avec des recrutements supplémentaires et la réhabilitation d'un site dédié au projet.

Le projet est administré par une unité de gestion du projet (UGP) logée au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

Cette mission, s'inscrit précisément dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité **2.4.6.11** du Plan de Travail et Budget Annuel approuvé pour 2025-2026 : « **MFPTE-DGFP - AT Consultant Individuel - Recrutement d'un consultant pour effectuer la réingénierie des**



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

procédures puis élaboration des spécifications techniques et du DAO pour la mise en place d'une solution de gestion des RH de la Fonction Publique » pour le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale

2. Justification de l'activité

En 2012, le Gouvernement a adopté le Programme National de Réforme de l'Administration (PNRA) dont la vision est d' « **Asseoir une administration publique qualifiée, performante, responsable, orientée vers l'intérêt général et le service au citoyen** ». Dans le domaine de la gestion rationnelle des ressources humaines de l'Etat, le Gouvernement, à travers le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale, compte moderniser l'administration publique pour une gestion efficace et transparente.

Avec la loi n°1/18 du 7 juin 2024 portant réorganisation de l'administration communale, le Gouvernement a entamé la réforme de décentralisation administrative qui exige un transfert des fonctionnaires à la commune. L'article 67 de cette loi souligne que les fonctionnaires transférés à la commune restent régis par le statut général des fonctionnaires.

Pour plus d'efficacité et d'efficience, le Gouvernement du Burundi, à travers le Ministère en charge de la fonction publique est donc en besoin de réorganisation des effectifs, de la modernisation des outils de gestion des ressources humaines et une coordination renforcée entre le niveau central et les entités locales. Pour y parvenir, les normes et procédures doivent être harmonisées, la base de données sur les ressources humaines doit être unique.

C'est dans ce cadre que le Ministère en charge de la fonction publique voudrait mettre en place un système intégré de gestion des ressources humaines.

La banque mondiale, à travers le projet PAFEN et dans l'optique de moderniser les principaux processus de gestion des finances publiques, a décidé d'appuyer ce processus de modernisation, ce qui se traduit par l'inscription de l'activité de mis en place d'un système de gestion des ressources humaines au MTFPSS dans la liste des activités que financera le projet.



PAFEN
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)

PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Pour arriver à mettre en place un tel système, il est nécessaire de produire un dossier d'appel d'offre y relatif et conforme au format de la Banque mondiale, lequel DAO se base sur un cahier de charge qui décrit les fonctionnalités à mettre en place et les exigences que le système désiré doit satisfaire.

C'est la raison pour laquelle le MTFPSS désire se faire accompagner par un expert qui va l'aider à produire ce DAO, ce qui va amorcer la recherche d'un prestataire de services pour la mise en place d'un Système Intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat. L'activité correspondante à ce besoin est inscrite au Plan de Travail et Budget Annuel 2025-2026 (PTBA 2025-2026) sous le code 2.4.6.12 et intitulé : « Recrutement d'un consultant pour effectuer la réingénierie des processus de gestion des RH de l'Etat et d'un DAO en vue de la mise en œuvre d'un système intégré de gestion desdits RH ».

III. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif principal de la mission est de réaliser la réingénierie des processus en vue de la mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines pour la Fonction Publique puis de produire le DAO relatif à la mise en place de ce système.

Spécifiquement, les objectifs attendus de la mission sont :

- ✓ Identifier et analyser les processus ressources humaines existants ;
- ✓ Détecter les inefficacités et incohérences dans la gestion actuelle des ressources humaines ;
- ✓ Proposer une simplification et une harmonisation des procédures pour toutes les entités techniques ;
- ✓ Définir les modules clés composant le futur SGRH ;
- ✓ Définir les exigences-métiers et techniques de chaque module du SGRH ;
- ✓ Décrire la conception, l'architecture fonctionnelle et technique du futur SGRH ;
- ✓ Définir les spécifications techniques et fonctionnelles du futur SGRH ;
- ✓ Etablir des critères de sélection des prestataires (expérience, expertise, méthodologie, coûts...);
- ✓ Préparer les documents contractuels et les modalités de suivi-évaluation ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- ✓ Faire un état des lieux de la législation et des procédures opérationnelles en matière de Gestion des Ressources Humaines de la Fonction Publique en élucidant les forces, les faiblesses et opportunités d'amélioration.
- ✓ Elaborer et formaliser les principaux processus « To-Be » adapté à la mise en œuvre du système intégré de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique burundaise ;
- ✓ Elaborer des spécifications techniques pour la mise en place d'une solution de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique ;
- ✓ Elaborer un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour l'acquisition d'une solution de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique adapté à la mise en œuvre d'une gestion.

IV. RESULTAS ATTENDUES DE LA MISSION

1. Un état des lieux des procédures de gestion des ressources humaines de l'Etat est disponible et validé par les parties prenantes
2. Les procédures cibles optimisées pour l'implémentation du système intégré de gestion des ressources humaines de l'état sont élaborés au format BPMN
3. Le cahier de charge contenant entre autres les fonctionnalités du système désiré et les exigences auxquelles le nouveau système devra se conformer est disponible
4. Le DAO pour l'acquisition du système intégré de gestion des ressources humaines et conforme au format de la banque mondiale est disponible

V. ETENDUE DE LA MISSION

Le consultant devra couvrir au minimum, les éléments suivants :

- a) Identifier les outils, les documents et les systèmes en place dans la gestion des ressources humaines sous ses différentes composantes ;
- b) Evaluer les besoins fonctionnels techniques et organisationnels liés à la gestion des ressources humaines de l'Etat ainsi que les différentes contraintes ;
- c) Faire une cartographie des processus de gestion des ressources humaines existant (As-Is) et montrer les écarts par rapport aux bonnes pratiques ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)

PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- d) Analyser les dysfonctionnements : Évaluer les inefficacités, risques et opportunités d'amélioration.
- e) Sur base des lacunes identifiées et en vue de la mise en œuvre du système intégré de gestion des ressources humaines, effectuer la réingénierie des processus et élaborer les processus optimisés pour la digitalisation (To-Be) :
- ✓ En formalisant les processus clés (recrutement, intégration, formation, évaluation, mobilité, discipline, départ, paie... ;
 - ✓ En définissant les rôles et responsabilités, les flux d'information et les points de contrôle ;
 - ✓ En produisant une représentation visuelle des processus de gestion ressources humaines utilisant la norme de modélisation BPMN ;
 - ✓ En faisant une harmonisation avec les textes réglementaires et les bonnes pratiques ;
- f) Rédiger les spécifications techniques et fonctionnelles :
- ✓ En identifiant les fonctionnalités que devra offrir le futur système ;
 - ✓ en définissant les exigences auxquelles la future solution de gestion des ressources humaines devra se conformer en termes de modules, fonctionnalités, interopérabilité, sécurité...
 - ✓ en définissant les spécifications techniques en termes d'architecture, de base de données, d'hébergement et de compatibilité ;
- g) Elaborer un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) conforme au format de la banque mondiale relatif au recrutement d'un consultant en charge de mettre en place une solution de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique.

Le consultant devra donc :

- ✓ Rédiger un cahier des charges techniques et fonctionnelles ;
- ✓ Définir les critères d'éligibilité, de sélection et d'évaluation des offres ;
- ✓ Préparer des annexes au DAO en termes de grille d'évaluation, un calendrier de mise en œuvre ou tout autre document nécessaire au bon recrutement ou la bonne exécution du marché.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

VI. LIVRABLES ET DUREE DE LA MISSION

L'activité se déroulera principalement à Bujumbura en faisant des descentes dans les différents ministères. Des descentes à l'intérieur du pays pourront être envisagés selon les besoins.

Quant à la durée de la mission, elle est estimée à quatre mois, selon le calendrier de dépôt des livrables ci-après :

Le tableau suivant montre les livrables à fournir ainsi que le calendrier de livraison et de paiement.

N°	Echéances	Intitulés des Livrables	Décaissements
1	M0+ 1 semaine	Rapport de démarrage de la mission (méthodologie et planification de la mission, ...)	10%
1	M0+4 semaines	Rapport sur l'état des lieux des pratiques de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique burundaise dont les Critères d'acceptation sont : (i) une revue de la législation, des politiques et procédures applicables ; (ii) couverture d'au moins 5 fonctions RH clés au sein de 5 institutions cibles ; (iii) cartographies As-Is en BPMN pour les processus prioritaires ; (iv) identification des dysfonctionnements, risques et opportunités d'amélioration avec éléments probants ; (v) remise en Word/PDF avec dictionnaire de données et liste des entretiens en annexes	20%
		Rapport atelier de validation du rapport de l'état de lieux	
2	M0+ 10 semaines	Rapport sur l'élaboration des procédures cibles optimisé pour mise en œuvre d'un système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique	30%



PAFEN
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)

PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

3	M0+ semaines	12	Le cahier de charge du futur système montrant les fonctionnalités désirées et les exigences pour ce système	20%
	M0+ semaines	16	Le DAO relatif au recrutement du consultant en charge de mettre en place une solution de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique	20%

VII. PROFIL ET QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

Le consultant international devra remplir les conditions suivantes :

- Avoir au minimum un diplôme de niveau BAC+5 en Gestion des Ressources Humaines, Ingénierie des Processus, Technologies de l'Information option software ou dans tout autre domaine jugé équivalent ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine de la Gestion des Ressources Humaines du secteur public, plus particulièrement dans un système intégré de gestion des ressources Humaines ;
- Avoir une expertise dans la réingénierie des processus (prouvée par le certificat BPMN 2.0, Lean Six Sigma et iCBPRP) ;
- Avoir réalisé avec succès au moins trois (3) missions similaires de réingénierie de processus en vue d'implémenter le Système intégré de gestion des ressources humaines, preuve à l'appui ;
- Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans l'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres dans le cadre des projets financés par la Banque Mondiale ;
- Avoir une parfaite maîtrise de la langue française tant à l'écrit qu'à l'oral.

VIII. SUPERVISION ET VALIDATION DES LIVRABLES

Le consultant international sera sous la supervision directe du comité technique interne de gouvernance des activités financées par le projet PAFEN au Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale, en collaboration avec l'Unité de Gestion du PAFEN.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

La validation des livrables produits s'effectuera au fur et à mesure de leur production, dans des ateliers réunissant les acteurs intéressés par la gestion des ressources humaines du secteur public et le PAFEN.

IX. METHODE DE SELECTION DU CONSULTANT

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection des consultants individuels, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence ».